



Notifié(e) à l'intéressé(e)
La directrice adjointe
de l'Environnement

07 AOUT 2008

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

C. MARTINI

SERVICE DE LA PREVENTION DES POLLUTIONS ET
DES RISQUES

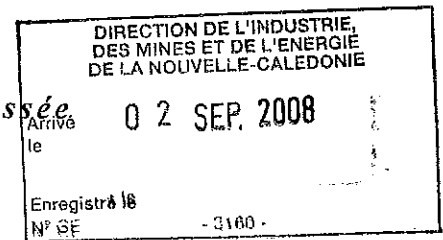
Bureau de l'environnement industriel

N° 6034-2- 3679 -2008/DENV/SPPR/BEI/vg

Nouméa, le 25 juillet 2008



de déclaration d'une installation classée



Le Président de l'assemblée de la province sud,

soussigné, **CERTIFIE** avoir reçu à la date du 04 février 2008, la déclaration de la SARL GICQUEL VATA concernant l'exploitation d'installations, 135 route de l'Anse Vata - commune de Nouméa.

Le classement des activités de cette installation au regard de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement est le suivant :

Rub.	Désignation	Capacités	Seuils	Régime	Soumis aux dispositions de
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Q = 1 t (Stockage en bouteilles)	$1t < Q \leq 10t$	D	Arrêté 86-139/CE du 25 juin 1986
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Qe = 9,2m ³ (ESS : 2x 20 m ³ DE) (GO : 1x20 m ³ DE + 1 x 10 m ³ DE)	$5m^3 < Qe \leq 100m^3$	D	Arrêté 86-138/CE du 25 juin 1986
1434	Installations de distributions de liquides inflammables	De = 19,2 m ³ / h	$1m^3 / h < De \leq 20 m^3 / h$	D	Arrêté 86-140/CE du 25 juin 1986
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs	S = 41,7 m ²	$S < 50 m^2$	NC	-

Rég = Régime ; Rub=Rubrique ; Q = Quantité totale susceptible d'être présente ; Qe = Quantité totale équivalente ; De = Débit maximum équivalent ; D = Déclaration ; S = Surface de travail ; DE = Double enveloppe ; NC = Non classé.

Monsieur Patrick GICQUEL, gérant de SARL GICQUEL VATA est tenu de se conformer aux arrêtés susmentionnés fixant les prescriptions générales applicables.

Le présent récépissé est délivré en application des dispositions de l'article n° 29 de la délibération n° 14 du 21 juin 1985 modifiée par la délibération n° 38-89/APS du 14 novembre 1989 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

En vertu de l'article 37 de cette même délibération, il est rappelé que tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration au Président de l'assemblée de la province Sud dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Copie : - Mairie de Nouméa
- DENV / BEI
- DIMENC
- TOTAL PACIFIQUE

Pour le Président de l'assemblée de la
province Sud et par délégation,
le directeur de l'environnement,

